



L'Espoir du Monde

Bulletin des socialistes chrétiens - Fondé en 1908

«Socialiste parce que chrétien»

www.frsc.ch

Dans ce numéro:

- «Remets-nous nos dettes...» (p. 2)
- Les riches ne paient pas assez d'impôts et exigent des politiques d'austérité (p. 5)

sommaire complet en p. 8

Retours:

Georges Nydegger
Falquets 15
1 223 Cologny

P.P.
1450 Ste-Croix

Initiative 1:12

Oui, pour préserver la paix sociale !

«Car il ne s'agit pas de vous exposer à la détresse pour le soulagement des autres, mais de suivre une règle d'égalité: dans la circonstance présente, votre abondance suppléera à ce qui leur manque, pour que leur abondance aussi supplée à ce qui vous manque; de sorte qu'il y aura égalité, ainsi qu'il est écrit: celui qui avait beaucoup n'avait rien de trop, et celui qui avait peu ne manquait de rien.» (I Corinthiens 8, 13-15)

Les grands patrons ont été priés de rester discrets et c'est l'USAM, association faitière des PME suisses, qui est chargée de mener la charge contre l'initiative des jeunes socialistes. Ces «petits» patrons qui sont en général loin de gagner douze fois plus que leur employé le moins payé.

Leur chef de file, Jean-François Rime, conseiller national UDC et lui-même patron d'une PME, déclare dans un récent communiqué de l'USAM: «Toute l'Europe envie notre excellente situation. En aucun cas nous ne devons la mettre en jeu pour nous lancer dans une aventure socialiste irresponsable». Et l'on n'hésite pas à nous asséner que l'acceptation de l'initiative torpillerait le partenariat social qui assure la prospérité de notre pays. L'argument est d'ailleurs régulièrement servi contre les propositions d'améliorations sociales. Depuis, au moins, la mise en place de l'AVS, notre pays devrait donc avoir sombré déjà plusieurs fois dans la misère et l'instabilité...

Mais en fait, qui torpille le partenariat social ? Ne serait-ce pas plutôt la coalition de ceux qui, du niveau des communes à celui de l'économie mondiale, font tout pour préserver, ou plutôt augmenter, le droit de pillage des ressources que détiennent les plus riches. La concurrence fiscale entre communes, cantons et Etats profite largement à ceux qui auraient les moyens de payer

La Fédération romande des socialistes chrétiens fêtera son 100^e anniversaire le samedi 15 mars 2014

Fondée à Orbe le 15 mars 1914, la FRSC fêtera son 100^e anniversaire le 15 mars 2014. Cette journée sera consacrée d'une part (le matin) à une évocation de l'histoire de ce mouvement et d'autre part (l'après-midi) à un débat sur l'avenir des «chrétiens de gauche» en Suisse romande.

Le lieu de la manifestation, son horaire et son programme détaillé seront communiqués ultérieurement.

Edito

largement plus d'impôts. Les mêmes milieux qui prétendent défendre le partenariat social s'ingénient à empêcher une lutte efficace contre la fraude et l'évasion fiscales. Et ils ne sont pas vraiment scandalisés lorsque tout montre que les plus riches deviennent de plus en plus riches, et les plus pauvres de plus en plus pauvres.

Nous pensons, quant à nous, que le maintien de la paix sociale passe par une plus juste distribution des richesses, par une fiscalité qui taxe davantage le produit du capital et des opérations purement financières que celui du travail, par un système social qui ne

laisse personne au bord de la route. Manifestement, on n'est pas sur le bon chemin et nous devons craindre le pire, socialement et économiquement. On place beaucoup d'espoirs dans l'industrie du luxe qui fait rêver, mais elle présuppose qu'il y ait de plus en plus de riches consommateurs, et aussi inévitablement de plus en plus de pauvres producteurs, puisqu'elle ne se gêne pas de délocaliser là où les travailleurs sont exploités. Tant pis pour les chômeurs d'ici, qui doivent remercier les grands patrons, grands défenseurs de l'équilibre social grâce aux impôts qu'ils déversent si généreusement sur

nos collectivités !

Justifier l'injustice criante des différences aberrantes de salaire au nom de la paix sociale constitue vraiment une scandaleuse tromperie.

Le «réalisme» économique justifie-t-il le culte de Mamon ? Au nom de l'exigence évangélique du partage, de la justice, de l'amour du prochain, la Fédération romande des socialistes chrétiens suggère de voter un OUI de défense de la justice sociale, donc de la paix sociale, le 24 novembre prochain.

Le comité de la FRSC

«Remets-nous nos dettes...» (2e partie)

Rappel des faits

Dans «L'Espoir du Monde» de décembre 2012, un regard traversant était posé sur la question des dettes et des intérêts dans la pensée chrétienne. L'article intitulé «Remets-nous nos dettes», en référence à une des demandes du «Notre Père» débouchait sur un état des lieux des difficultés du moment, soit le surendettement des ménages, des entreprises et Etats, ainsi que sur les causes principales des endettements étatiques. Parmi elles nous trouvons les baisses de l'imposition, liées notamment à la concurrence fiscale, la nationalisation de dettes du secteur privé (crises immobilières et bancaires), l'obligation pour les Etats de se financer sur les marchés, la diminution de la part des salaires dans les revenus par rapport au capital dont découle un ralentissement économique, l'évasion fiscale.

Changements structurels souhaitables

Ces différentes causes ont amené à des recherches de solutions maintes fois détaillées: harmonisations fiscales, nationalisation des dettes conditionnées, possibilité pour les Etats de se financer à bas coût auprès d'une banque centrale, mécanismes internationaux efficaces de lutte contre l'évasion fiscale, etc. Ces chantiers se

heurtent à de nombreuses résistances, tant idéologiques que d'intérêts. Sans les abandonner le moins du monde, on peut se demander si le problème ne doit pas par ailleurs être traité à la racine. Avant d'envisager des solutions inédites, voici une analyse du cœur de la problématique qui vaut le détour.

Le cœur du problème ?

Voici quelques éléments de la pensée d'Helmut Creutz¹, un Allemand qui s'est plongé dans les questions monétaires, peu connu, et pourtant d'une grande lucidité sur les mécanismes à l'œuvre. La première édition de son livre date de 1993, la dernière réédition en allemand de 2005, des années avant que les questions de dettes ne fassent vraiment surface et n'apparaissent à la une des journaux. Une personne de plus qui a vu les problèmes venir, les a analysés et a proposé des alternatives. Le simple fait de sa lucidité passée sur ce que nous vivons aujourd'hui devrait inviter à le prendre au sérieux.

Creutz serait sans doute d'accord avec une partie des changements structurels énumérés précédemment; il voit dans la question monétaire la genèse et le cœur des difficultés actuelles.

Diagnostic: le système monétaire et les intérêts

La base du raisonnement est

le suivant: l'argent prêté est systématiquement récompensé par des intérêts, ce qui produit et approfondit les déséquilibres économiques, sociaux et environnementaux; il faut donc sortir du système des intérêts.

En effet, les prêteurs sont récompensés par des intérêts sur leurs excédents alors qu'ils ont déjà satisfait tous leurs besoins, accentuant leur avantage financier. Les emprunteurs eux perdent de l'argent à hauteur des sommes qu'ils doivent payer au titre de l'intérêt des emprunts.

Une des grandes forces de la démonstration de Creutz est de montrer, contre toute attente, que nous sommes tous concernés. Une approche superficielle pourrait faire penser que celui qui n'a pas emprunté pour un achat immobilier ou un leasing n'est pas concerné par les intérêts, voire positivement, parce qu'il en reçoit, même modeste, sur son compte d'épargne en fin d'année. Rien n'est plus faux.

Des coûts cachés

En fait, les entreprises étant systématiquement endettées parce qu'elles ont dû investir, elles doivent des intérêts. Et ceux-ci se reportent sur les prix. Lorsqu'on paie une facture, il n'y a guère que la TVA qui apparaisse sur les prix. Or la part du remboursement des intérêts d'emprunt dans

Le prix est en moyenne bien plus élevée que ne l'est la TVA. Simplement, elle est invisible. Creutz avance une estimation moyenne d'un tiers du prix. Ainsi c'est le consommateur qui paie au travers des prix les intérêts des emprunts des entreprises.

Le même mécanisme vaut pour les dettes des États. On sait que la part des intérêts à payer aux créanciers est considérable dans les budgets. C'est par exemple le premier poste budgétaire pour la France, qui est loin d'être seule dans ce cas. Ce sont donc les citoyens qui paient les intérêts par le biais de l'impôt.

On voit donc que Monsieur et Madame Tout le monde alimentent le flot des intérêts qui coulent continuellement vers les créanciers, pas seulement lorsqu'ils ont contracté un emprunt, mais aussi au travers de la consommation et des impôts.

Des flux et des concentrations systémiques

De cette première démonstration il ressort que si presque chaque individu est à la fois créancier (avec par exemple un compte d'épargne) et débiteur (par l'emprunt personnel, les prix et les impôts), au final chacun est soit créancier net, soit débiteur net. A l'évidence le nombre des débiteurs nets est largement supérieur (80% pour l'Allemagne en l'an 2000) à celui des créanciers nets (20%).

Autrement dit, une majorité de la population paie des intérêts à une minorité, confirmant l'adage: «Les riches deviennent toujours plus riches, les pauvres toujours plus pauvres». A cela on pourrait ajouter: et les classes moyennes s'effritent.

On comprend donc que la logique du système monétaire, par le biais des intérêts, aboutit à une concentration de plus en plus grande de l'argent. Ainsi en Allemagne de 1950 à l'an 2000, le produit national a été multiplié par 7 alors que les richesses monétaires l'ont été par 32 et les rendements des intérêts par 35. La ponction des intérêts sur l'économie a donc considérablement augmenté suivant une courbe exponentielle. La part du revenu du travail a diminué en proportion.

La croissance n'est pas la solution

Cela signifie que si le revenu national est comme un gâteau annuel à partager, ce gâteau grandit en cas de croissance économique. Or le gâteau grandit moins vite que la taille de la tranche réservée aux intérêts. Quand la croissance est là, les tensions dans la répartition du gâteau sont moins fortes. Ce qui explique que la croissance soit la panacée politique quasi universelle. La croissance est donc suscitée par la consommation poussée le plus loin possible (ou par les exportations quand on le peut); et lorsque les ménages ne consom-

ment pas assez pour maintenir la croissance du gâteau, l'État prend le relais, et s'endette.

Pour aller un peu au-delà de la démonstration de Creutz, on peut dire qu'aujourd'hui, alors que dans bien des pays d'Europe la consommation des ménages s'est affaiblie par manque de revenu et peur de l'avenir et que les états déjà passablement endettés pratiquent l'austérité, la croissance s'arrête. Le gâteau ne grandit plus ou décroît. Par ailleurs les intérêts continuent à exiger leur tranche croissante du gâteau, menaçant le système d'écroulement.

Porte de sortie

À ce stade, une issue nous paraît pouvoir venir uniquement de remises de dettes, empêchant que le gâteau ne soit à terme entièrement dévoré par les intérêts.

Dans un deuxième temps, peut-être sera-t-il opportun pour le monde d'expérimenter un nouveau système monétaire, sans intérêt créancier. Nous en présenterons une ébauche dans un prochain numéro, un système monétaire qui préserve la liberté économique tout en corrigeant les travers de plus insoutenable de l'actuel tant sur le plan économique, social qu'écologique.

A.M.

¹ Creutz Helmut, *Le syndrome de la monnaie. Vers une économie de marché sans crise*, Ed. Economia, 2008

Un peuple esclave de ses banques

Les banques centrales sont là pour fournir la monnaie et le crédit, réguler l'économie, donner les impulsions nécessaires lorsque le chômage monte, augmenter le prix de l'argent lorsqu'il y a surchauffe, faire le contraire lorsque l'économie s'essouffle. Elles peuvent protéger la monnaie qu'elles contrôlent comme la BNS l'a fait lorsque l'euro, trop affaibli, entraînait le franc suisse vers des sommets. La BNS est une SA majoritairement contrôlée par les cantons suisses. Son rôle est bien de défendre l'inté-

rêt général.

La Réserve fédérale des Etats-Unis, la Fed, devrait procéder de la même manière. Il n'en est rien car elle est contrôlée par douze banques privées qui sont essentiellement actives dans la spéculation la plus effrénée. Les catastrophes dues aux *sub-primes* et aux produits dérivés, l'endettement spectaculaire des Etats du tiers-monde et, depuis quelques années, l'endettement des Etats du Nord qui enrichissent ces banques, sont le résultat des magouilles de cet institut parmi les plus

puissants du monde.

L'un des Rothschild, qui s'appelait encore Mayer, affirmait: «Donnez-moi le contrôle de la monnaie d'un pays et je me moque de qui fait les lois».

Lorsque les Etats-Unis ont chassé les Anglais de leur territoire, ils sont restés une colonie économique et financière sous le contrôle de la City, laquelle a développé rapidement ses nombreuses succursales à Wall Street, elles-mêmes partiellement contrôlées par des banques allemandes. Les personnages qui tiraient les

ficelles ont été débusqués et nommés sous le vocable de *London connexion*. Un livre, «Les secrets de la Réserve fédérale» dont les premières éditions datent des années 50, a été réédité en 2010. Il réunit des informations représentant plus de 60 ans de recherches de M. Eustace Mullins. C'est de ce livre que je tire l'essentiel des informations qui suivent.

Comme au Moyen-Age

Ce livre, dont la première édition a été traduite en allemand en 1955, est déjà toute une histoire en lui-même. Il fut saisi et 10'000 exemplaires furent brûlés par les agents du gouvernement, le 21 avril 1961. Le gouvernement des USA refusa d'intervenir parce que son haut-commissaire en Allemagne l'avait déjà fait. Ce James B. Conant, avant d'être le représentant de la puissance occupante, avait été président de l'Université de Harvard de 1933 à 1953. C'est donc un ancien patron d'université qui, au milieu du XX^e siècle, aprouvait l'ordre initial de brûler ce livre... Ce fut le seul auto-dafé en Allemagne, depuis la Seconde Guerre Mondiale.

Retour au Moyen-Age, mais du fait des banquiers et pas de l'inquisition ! En 1980, il a été réédité. Les USA ne dictant plus de la même manière les affaires intérieures de l'Allemagne, cette publication circule en toute discrétion.

Eustace Mullins dit bien qu'il est un auteur qui n'a qu'un seul livre en lui. Il y travaille depuis plus de six décennies. Ezra Pound, qui a inspiré les premiers travaux de l'auteur, a fait en son temps des déclarations publiques sur ces thèmes. Cela n'a pas plu aux puissants conspirateurs dénoncés. Ils l'ont obligé à purger treize années, sans procès, dans un asile d'aliénés, façon KGB. Cela nous rappelle Jean Ziegler. Il a dénoncé les agissements des banques suisses, ne disant rien d'autre que ce que la presse nous dit tous les jours. Or, il a perdu ses onze procès.

Nous voyons fonctionner les justices de nos pays démocratiques en 2013. Elles s'achar-

nent sur tous les hommes courageux qui dénoncent le fonctionnement délictueux des banques, qui dénoncent ceux qui cachent leur fortune et leurs revenus, lesquels passent pour de pauvres citoyens... Nous ne sommes pas vraiment sortis du Moyen-Age...

Complot

Donc, le sénateur Nelson Aldrich fut désigné pour présider la Commission monétaire nationale et rédiger la loi qui permettrait à un institut fédéral de contrôler l'émission de la monnaie et le crédit. Les banquiers «anglais» de Wall Street n'en voulaient pas. Alors que toutes ces commissions avaient l'habitude de travailler entourées de nombreux journalistes, les hommes qu'Aldrich regroupa en 1910 se réunirent dans un club privé sur Jekyll Island, en Géorgie, dans le plus grand secret. Ils représentaient un sixième de la fortune totale du monde. Si jamais une réforme véritable du système monétaire avait été présentée au Congrès, ce qu'ils voulaient éviter absolument, elle aurait mis fin à leur immense pouvoir de créateurs de l'unique monnaie mondiale. Les comploteurs ne donnèrent que leur prénom. Il ne fallait pas que le petit personnel puisse dire qui participait au complot.

Ce travail dura neuf jours. Il fut surtout influencé par Paul Warburg, propriétaire aussi d'une banque allemande. Son accent agaça les autres conspirateurs mais sa compétence les obligeait à l'écouter. Seul le président Albrich n'était pas banquier.

Ainsi donc la future Fed allait être «officiellement» contrôlée par le Congrès, mais la majorité des directeurs seraient désignés, nommés et pas élus, par les directeurs des douze banques privées de la Réserve fédérale et leurs noms resteraient inconnus du public. Ces astucieux banquiers devaient encore tenir compte du fait qu'ils étaient très mal vus dans l'ensemble du pays à cause de diverses actions spéculatives qu'ils avaient menées à la fin du XIX^e siècle. Warburg proposa de créer un système de

réserves régionales qui feraient illusion puisque ces réserves régionales étaient contrôlées par les mêmes douze banques parmi lesquelles Goldman-Sachs et J-P. Morgan.

La Constitution des Etats-Unis prévoit expressément que le Congrès a le pouvoir de battre monnaie et d'en réguler la valeur. Le système actuel le prive depuis un siècle de cette souveraineté et tous les présidents qui ont envisagé de remettre de l'ordre dans ce dossier ont été assassinés. Avant que le projet Albrich ne soit voté, plusieurs sénateurs avaient compris le coup de force qu'ils commençaient à dénoncer. Mais les conspirateurs dépensèrent des millions pour faire passer leur projet tant dans l'opinion publique qu'auprès des grands électeurs. Lorsqu'on voit fonctionner, chez nous, Economiesuisse, on comprend bien l'efficacité de la manœuvre.

Les manipulations de la Fed enlèvent aux deux chambres législatives et au président une part déterminante de leur pouvoir. S'ajoutent aux différents «désastres» de la politique économique de la Fed, la volonté de ces instituts financiers de faire de plus en plus dépendre les gouvernements du monde de leur argent. Ils en retirent des profits immenses. La dette des USA est de l'ordre de 16'000 milliards de dollars. L'endettement des ménages est du même ordre, à savoir 14'000 milliards de dollars. Ainsi, le peuple américain et ses institutions nationales (sans les Etats ni les communes) dépendent de ces banques pour un montant de l'ordre de 200'000 dollars par tête d'habitant.

Merci Messieurs. N'en jetez plus.

Pierre Aguet

Les riches ne paient pas assez d'impôts et exigent des politiques d'austérité !

Malgré une situation financière et économique relativement favorable en comparaison internationale, on ne finit pas d'entendre des prévisions alarmistes: dès lors il faut diminuer le coût du travail, il faut diminuer les charges sociales, il faut diminuer le coût des retraites. Jamais il n'est question de diminuer le coût du capital. Or, le dernier numéro du «Monde diplomatique» explique ce coût qui est véritablement exorbitant si l'on ne se contente pas de regarder le taux des dettes hypothécaires.

Dans un excellent exposé, présenté devant le comité cantonal de l'AVIVO vaudoise à Nyon, M. Fabrice Ghelfi, chef du Service cantonal des assurances sociales et de l'hébergement du canton de Vaud, a rappelé que le Conseil fédéral, en 1995, prévoyait pour l'AVS de 2010 un déficit de 3'700 millions et un capital ramené à 2 milliards. Or, les comptes de 2010 annoncent un bénéfice de 1'800 millions et un capital de réserves solide de 40 milliards.

L'augmentation incessante de l'efficacité de l'économie moderne est systématiquement oubliée dans toutes les analyses publiques. On ne prend en compte que le vieillissement de la population. L'accélération de la productivité est entièrement empêchée par les actionnaires. C'est bien pour cela qu'il ne faut jamais en parler. Les salaires et les conditions de travail stagnent depuis quarante ans. L'augmentation très considérable de la productivité est effacée, oubliée, ignorée.

Nous avons le devoir de nous informer mieux mais les publications qui dénoncent les déséquilibres, les accaparements et les raisonnements volontairement faussés sont très rares. Rares aussi les économistes et les politiques qui osent dire qu'il peut y avoir un salut en dehors des politiques d'austérité.

Les bénéfiques exportés

En toute légalité, depuis plus d'un demi-siècle, les multinationales ne font apparaître l'essentiel de leurs bénéfices que dans les pays qui les exonèrent de l'impôt. Il faut absolument remédier à cela et il semble que l'OCDE soit décidée à agir dans ce sens. Mais comment sera-t-il possible de définir quelles sont les «facturations bidon» qui permettent ce manège ?

Et l'évasion fiscale ?

Mais la bataille principale qui semble se jouer actuellement est celle qui vise à supprimer l'incroyable évasion fiscale. Elle est estimée entre 21 et 31 millions de millions de dollars. Il était temps.

Parmi les acteurs les plus actifs dans ce domaine, il y a les banques et les bureaux d'avocats suisses. Depuis que les USA et l'UE ont pris le taureau par les cornes, on n'en finit pas de crier dans tous les médias que la Suisse est attaquée. Il n'en est rien. Ce ne sont que les fraudeurs et les banques qui les encouragent dans l'illégalité qui sont visés.

Lorsque tous les fraudeurs seront remis à l'ordre, que tous les riches payeront enfin les impôts qu'ils doivent, la situation des Etats sera plus saine et les restrictions dans les politiques sociales ne seront plus la priorité des gouvernements, qu'ils soient de droite ou de gauche.

30'000 milliards

Les estimations les plus récentes sont les suivantes: l'évasion fiscale fait perdre à l'ensemble des Etats du monde environ 30 millions de millions de dollars et, à la seule Europe, un million de millions d'euros. Avec de telles rentrées, il serait infiniment plus facile de gérer les affaires publiques ?

«Il faut que ceux qui veulent échapper à l'impôt n'aient nulle part où aller» aurait affirmé M. David Cameron, premier ministre de Grande-Bretagne, lors de la dernière rencontre du G8. Il n'est pourtant pas vraiment

connu comme un progressiste. Nous lui souhaitons bonne chance dans son projet. Souvenons-nous que c'est surtout ceux qui cachent leurs revenus et leurs fortunes qui montrent du doigt les gouvernements. Il les traitent d'incapables et le peuple applaudit.

La domiciliation offshore

Une autre affaire illustre encore notre sujet. Sous le nom de *Offshore Leaks* (fuites extraterritoriales), deux disques durs provenant de sociétés spécialisées dans la domiciliation offshore ont été portés à la connaissance des journaux. Il s'agit de 2,5 millions de documents qui concernent 122'000 sociétés-écran dans 140 pays. Ces sociétés affirment, dans leur publicité ciblée, qu'elles garantissent aux fraudeurs «qu'aucun document d'identification ne pourra vous lier à votre société, même en cas d'investigations».

Malgré l'ampleur des chiffres mis sur la place publique, un directeur de l'OCDE affirme que ces documents proviennent «d'une petite boutique», comparée aux grosses entreprises actives dans ce domaine.

L'endettement public

On sait l'endettement de l'ensemble des Etats du monde. Il est estimé à environ 30'000 milliards de dollars dont la moitié pour le gouvernement des USA. Or, selon l'organisation Tax Justice Network, c'est entre 21 et 31'000 milliards qui se cachent dans les paradis fiscaux. Selon le président de la Raiffeisen de la Riviera, M. Gilles Altermath qui s'exprimait lors de l'Assemblée générale de cette coopérative, la Suisse en détiendrait 700 milliards de dollars.

Je tire une partie de mes chiffres du dernier journal «Angles d'Attac» qui explique encore le rôle important de certains avocats d'affaires genevois, dont le champion est administrateur de 767 sociétés. Sont cités également de nombreux avocats très médiatisés.

Echange automatique d'informations ?

L'échange automatique d'information ne serait plus un tabou. Tant mieux ! Encore faudra-t-il que les administra-

tions fiscales soient en mesure de faire leur travail. On sait que la droite, depuis toujours, est très réticente lorsqu'il s'agit de doter ces administrations de collaborateurs assez nombreux et assez compétents.

En suivant les discours prononcés au G8 et à l'OCDE, il semble qu'un tournant important aie été franchi. Restons optimistes !

Pierre Aguet

Echo

Un hardi projet oecuménique: le Train de la paix

Busan, au sud de la Corée du Sud, est le plus grand port, et la seconde ville du pays. Elle accueille, du 30 octobre au 8 novembre, la X^e Assemblée du Conseil oecuménique des Eglises (COE). Or la mal nommée *zone démilitarisée*, le long du 38^e parallèle, est l'endroit le plus militarisé au monde: les tensions entre les voisins sont permanentes et explosives, depuis la fin de la Guerre de Corée (1950-1953), terminée, sans aucun traité de paix, par un simple cessez-le-feu. Dans ce nid de guêpes, quel rôle vont jouer les participants au «Train de la paix», qui vont chercher en octobre à relier Berlin et Busan, en passant par le Belarus, Moscou, Irkoutsk, la Mongolie, Beijing, et, si possible, par Pyongyang, pour tâcher de traverser en un geste symbolique la frontière longeant le 38^e parallèle ?

Lors d'un colloque tenu en Allemagne (à Seddiner See, octobre 2012) le spécialiste (comment mieux traduire *Referent* ?) pour l'Asie du COE, Kim Dong-Sung avait brossé à grands traits la situation de la péninsule. Depuis 60 ans, expliqua-t-il, les Coréens - du Nord et du Sud - vivent en état de guerre, avec des incidents très fréquents, relayés par les médias. En fait, la guerre froide, ici, est toujours d'actualité, qui a résulté de l'intervention des Etats-Unis et de l'ex-Union soviétique depuis 1945. Même la «sécurité nationale» n'a pas été remplacée par la mondialisation. Cette doctrine est invoquée pour justifier la course aux armements, et sert à «justifier» les restrictions qui frappent l'exercice des droits humains. Les troupes stationnées en Corée méridionale ser-

vent aux Etats-Unis à maintenir leur prétention de gendarmes du monde, face à la montée hégémonique du pouvoir chinois. Ces quelque 28'500 soldats - réalisant régulièrement des manoeuvres conjointes avec les troupes sud-coréennes - sont perçus par de très nombreux Coréens comme une provocation.

A cela s'ajoutent d'énormes problèmes écologiques, avec le projet insensé des «Quatre fleuves» - que le gouvernement de Séoul a entrepris de relier par des canaux (dans un pays montagneux à 70 %) - et une quantité de centrales nucléaires. En fait la densité de celles-ci est la plus élevée du monde: 21 réacteurs, dont trois ont plus de 30 ans, 7 sont en construction et 6 en planification, à peu de distance de Fukushima.

Ce train arrivera-t-il à Pyongyang ?

Busan, porte ouverte sur le monde, n'est pas seulement une énorme plate-forme commerciale, mais aussi un carrefour où se croisent le bouddhisme, le chamanisme et le christianisme, lequel y a pris pied dès le XVIII^e siècle et représente aujourd'hui 28 % de la population. Nombre d'Eglises coréennes se sont engagées dans le mouvement oecuménique. Elles ont invité le COE à tenir son Assemblée mondiale en Corée du Sud. Le thème choisi pour la X^e édition est: «Dieu de la vie, conduis-nous vers la justice et la paix».

Prenant au sérieux cette prière, et fortes de leur expérience de réunification en 1990, des Eglises allemandes se sont alliées au Conseil national des Eglises de Corée (du Sud) pour lancer un **Train de la paix**, afin

d'apporter une contribution significative, constructive, au rapprochement entre les deux Etats divisés, dans la ligne de la réconciliation et de la réunification. Ceux qui prendront ce train auront à coeur de relater l'agonie d'une nation divisée, et d'amoindrir les tensions entre le Nord et le Sud de la Corée. Par là ils veulent promouvoir la paix, dans la meilleure tradition du Conseil oecuménique, fondé en 1948 à Amsterdam, dans une Europe ruinée.

L'Assemblée du COE à Busan va être marquée par un type de rencontres désignées par le terme de *madang*, vocable coréen qui exprime la convivialité de la cour intérieure des maisons traditionnelles, où la communauté tient sa vie sociale, ses fêtes et ses deuils, et fait son marché. Les étapes du Train de la paix seront aussi des occasions de *madang*, à commencer par Berlin, où les pèlerins du train, venant de nombreux pays, feront connaissance et tiendront un symposium avec des acteurs de la réunification allemande. «*Nous exprimerons notre solidarité avec le peuple coréen, maintenu dans la division depuis 60 ans*», a déclaré l'une des chevilles ouvrières du projet.

A Moscou, c'est l'Eglise orthodoxe russe qui sera l'hôte des passagers du train, et mettra sur pied une conférence de paix avec les chrétiens de la région.

Irkoutsk et le Lac Baïkal verront les pèlerins rencontrer des chrétiens sibériens, et échanger sur leurs impressions du voyage depuis Moscou (5 jours et 4 nuits), incluant le passage de la chaîne de l'Oural, qui délimite l'Europe et l'Asie.



Le nombre des chrétiens chinois augmente; à Beijing, ils recevront les passagers du Train de la paix pour se présenter et approfondir leur mission commune de paix et de justice.

Le voyage de Beijing jusqu'en Corée du Sud - qui devrait pas-

ser par la capitale nord-coréenne et la ligne de démarcation du 38^e parallèle - est empreint d'espoir, mais au moment où nous écrivons, sa réalisation reste un mystère, ou un secret bien gardé... En arrivant à Busan, les pèlerins du Train de

la paix rendront compte lors d'une grande célébration des expériences faites en Allemagne, Russie, Chine et Corée du Nord...

Théo Buss

Daniel Marguerat, Dieu et l'argent, une parole à oser **Ed. Cabedita, 2013**

Pasteur dans l'Eglise protestante, Daniel Marguerat est professeur honoraire de Nouveau Testament à l'Université de Lausanne. C'est un spécialiste internationalement reconnu pour ses travaux sur les origines du christianisme. Son dernier livre est un guide précieux à une époque où les valeurs matérielles ont hélas pris le pas sur les valeurs spirituelles et éthiques.

Dans son prologue, l'auteur pose des questions. «*De quoi parle-t-on quand on parle d'argent ? A l'évidence, pas seulement d'une valeur, d'un papier-monnaie sécrété par un système économique de production et d'échanges. On parle d'une réalité qui s'est à ce point infiltrée entre nous qu'elle tisse en partie nos relations avec autrui. Etre fortuné ou non change tout dans l'image sociale. L'argent est une réalité qui me possède autant que je la possède.*

Infiltrer Dieu dans ce face à face avec l'argent modifie l'équation en faisant surgir la question des valeurs qui sont en jeu. Question centrale: que devient l'humain face à l'argent ?»

L'intérêt du livre de Daniel Marguerat est inversement proportionnel à son épaisseur (90 pages). Il tente de répondre à ceux qui s'interrogent: à quoi sert notre argent ? à quoi l'utilisons-nous ? quel choix de valeurs reflète notre budget ? quelle cohérence entre foi et gestion du porte-monnaie ?

Dans la Bible, il est écrit: «*Vous ne pouvez servir Dieu et Mamon*». Pourtant, devant Dieu, il n'est pas honteux de posséder de l'argent et les biens sont considérés comme un signe de la bénédiction divine. Et pourtant, les prophètes tonnent contre les riches exploités des pauvres. Quand la richesse devient-elle un danger ? Daniel

Marguerat nous conduit dans les arcanes de la richesse, naviguant avec aisance entre la redistribution des biens, le mécénat, le bénévolat, le partage, le capitalisme et l'éthique.

La conclusion de l'auteur sera à également la nôtre: «*Araché à la satisfaction narcissique des besoins personnels, l'argent peut être réinvesti pour permettre l'échange et l'attention des uns aux autres au sein de la communauté humaine. On attend des chrétiens qu'ils soient à la fois moins culpabilisés face à la possession et plus créatifs dans leur façon de rendre l'argent productif en relations humaines. Faut-il rappeler cette antique maxime: ce qu'on emporte outre-tombe n'est pas ce qu'on a gagné, mais ce qu'on a donné ?*»

Tout est dit.

Rémy Cosandey

Fritz Tüller, La P'tite

Journal de Ste-Croix, Sagne 17B, 1450 Sainte-Croix, 024 454 11 26, 15 fr.

Fritz Tüller, ancien secrétaire de l'Internationale des résistants à la guerre, puis du Parti socialiste suisse, raconte dans cet émouvant cahier l'histoire de sa soeur Maryse, de son enfance dans la région de Sainte-Croix à sa fin dans un EMS de Pully.

Maryse Tüller est atteinte de schizophrénie: impossible pour elle de mener une carrière professionnelle. Elle est finalement prise en charge par les services sociaux et passe les dernières années de sa vie dans la quiétude d'un EMS.

Abondamment illustré de photos de famille qui évoquent la vie courante du Jura vaudois, l'ouvrage raconte les innombra-

bles difficultés, de tous ordres, que traverse une personne atteinte d'un tel trouble. Il vise également à rendre hommage aux professionnels qui ont pris en charge cette femme et ont contribué à lui donner l'apaisement de la fin de sa vie. L'épilogue du cahier résume l'intention de l'auteur:

«*Au fil de ces quarante dernières années d'accompagnement, ayant vu parfois toutes ces indicibles souffrances liées à la maladie psychique et à son corollaire la privation de travail, j'ai eu progressivement le sentiment que si je lui survivais, je ne pourrais pas laisser ma soeur s'en aller comme ça, je pensais que ce serait trop injuste.*

D'où le présent témoignage, à l'intention de personnes impliquées dans les luttes contre la maladie et le fléau du chômage et pour la dignité de leurs victimes, de militants ou professionnels du social et de la santé. Je me dis souvent: que deviendrions-nous, qu'en serait-il de l'école, de la santé, de notre « sécu »... si n'étaient toutes ces femmes et ces hommes qui se dressent contre les imposteurs, qui défendent mordicus leurs métiers et leur éthique professionnelle, leurs conditions de travail, leur dignité contre la cohorte des démolisseurs que rien ne semble devoir arrêter.»

JFM

Bonnes
lectures

Publications de la Fédération romande des socialistes chrétiens

Bulletin trimestriel

L'Espoir du Monde, Organe de la fédération romande
Abonnement annuel Fr. 20.-

Brochures

**Engagez-vous, qu'il disait, Foi chrétienne et engagement politique.
Réflexion sur un parcours, sur une motivation, sur une responsabilité**
par Pierre Aguet (28 p., 1995) Fr. 8.-

La Fédération romande des socialistes chrétiens. Evocation historique
par Jean-François Martin (32 p., 1998) Fr. 8.-

CD et cassettes audio (préciser CD ou cassette lors de la commande)

Un monde sans cap
Exposé de M. Ignacio Ramonet, directeur du Monde diplomatique,
lors de la journée d'étude de la FRSC (1996) Fr. 20.-

Les limites de la compétitivité
Exposé de M. Riccardo Petrella, fondateur du Groupe de Lisbonne, lors de la
journée d'étude de la FRSC (1998) Fr. 20.-

Capitalisme: peut-on reprendre le contrôle ?
Exposés de M. Ignacio Ramonet et de Mme Marianne Huguenin, lors de la
journée d'étude de la FRSC (2008) Fr. 20.-

(Prix port compris)

Commandes: J.-F. Martin, Saules 9, CH-1800 Vevey
Tél. + fax: 021/944 56 71; redaction@frsc.ch

Sommaire du n° 152

- 1 Initiative 1:12
Oui, pour préserver la paix sociale ! (comité FRSC)
- 2 «Remets-nous nos dettes...»
2e partie (A.M.)
- 3 Un peuple esclave de ses banques (P. Aguet)
- 5 Les riches ne paient pas assez d'impôts et exigent des politiques d'austérité (P. Aguet)
- 6 Un hardi projet oecuménique:
Le Train de la paix (T. Buss)
- 7 D. Marguerat, Dieu et l'argent
(R. Cosandey)
- 7 F. Tüller, La P'tite (JFM)

A nos lecteurs

Ce numéro vous parvient avec un bulletin de versement qui vous permettra de renouveler votre cotisation à la Fédération romande des socialistes chrétiens (fr. 40.- par année, abonnement compris) ou l'abonnement seul (fr. 20.-).

Il n'est pas nécessaire de vous rappeler que nous avons besoin de votre soutien, notre journal ne bénéficiant d'aucune subvention ou faveur postale. Merci de faire de la publicité autour de vous. Le rédacteur tient à disposition des exemplaires du journal à distribuer à d'éventuels lecteurs. Nous savons que les chrétiens engagés sont nombreux dans les partis de gauche et les syndicats et que beaucoup de paroissiens ont le cœur du même côté que nous...

Le Comité romand

A adresser à M. J.-F. Martin, Saules 9, 1800 Vevey (ou redaction@frsc.ch)

- Je souhaite m'abonner à L'Espoir du Monde (1 an/4 numéros: fr. 20.-) et je verse la somme de fr. 20.- au CCP 10-16048-6, Féd. rom. des socialistes chrétiens, Lausanne.
- Je souhaite devenir membre de la Fédération romande des socialistes chrétiens et je verse la somme de fr. 40.- (abonnement compris) au CCP 10-16048-6, Féd. rom. des socialistes chrétiens, Lausanne.
- Je souhaite davantage d'informations et vous prie de me contacter.
- Je souhaite recevoir quelques exemplaires de L'Espoir du Monde pour les distribuer autour de moi.

Remarques:

Nom, prénom:

Adresse:

Tél.:

E-mail:

Date et signature:

L'Espoir du Monde

ISSN 0014-0732

anciens titres:

«Voies Nouvelles» 1918-1947
«Le Socialiste-Chrétien» 1947-67

Éditeur:

Fédération romande des
socialistes chrétiens
www.frsc.ch
info@frsc.ch

Président: Vincent Léchaire,
Verdonnet 20, 1010 Lausanne
vincent.lechaire@gmail.com

Rédacteur: Jean-François Martin,
Saules 9, 1800 Vevey,
redaction@frsc.ch

Administration: Georges
Nydegger, Falquets 15,
1223 Cologny

Imprimerie:

Journal de Sainte-Croix et envi-
rons, 1450 Sainte-Croix

Abonnements:

Fr. 20.- (1 an / 4 numéros)
Fr. 40.- (y c. cotisation à la
FRSC)
CCP 10-16048-6, Féd. rom. des
socialistes chrétiens, Cologny

